

Journée de débat solidaritéS 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

Engagement pour le droit à une vie digne sur une planète qui doit être sauvée

Intervention d'Ueli Leuenberger, Conseiller national, vice-président des Verts

Je n'ai pas besoin de souligner longtemps qu'en Suisse les affrontements politiques et économiques sont profondément marqués par la lutte pour plus ou moins d'égalité. Dans différents domaines, les inégalités se renforcent actuellement au lieu de se réduire. Je pense à l'écart toujours plus important entre les salaires des managers et celui des employées-és, travailleuses et travailleurs. Je pense aux lois concernant les étrangères et étrangers qui accentuent les inégalités entre Suisses et non suisses et entre différentes catégories de femmes et d'hommes ne possédant pas le passeport rouge à croix blanche. Je pense à l'exclusion croissante des invalides, - pardon : des « personnes à mobilité limitée » comme il est maintenant « politiquement correct » de le dire. Je pense à la mise à l'écart de certaines chômeuses et chômeurs, trop âgés pour être placés, trop jeunes pour pouvoir bénéficier de la retraite, trop chers au niveau du salaire, trop peu expérimentés.

En quoi les Verts sont-ils de gauche ?

Les Verts ne se tiennent pas à l'écart de ces affrontements. Nous faisons très clairement partie du camp qui ne veut pas conserver ou élargir ces inégalités. Nous sommes clairement engagés au côté de ceux qui veulent les réduire dans un premier temps pour pouvoir ensuite les supprimer à long terme par l'engagement dans une société plus juste. En agissant ainsi les Verts font clairement partie de la gauche. C'est par ailleurs ce que je dois de temps en temps expliquer à des Vertes et Verts de la première génération, celle des fondatrices fondateurs du parti, surtout à quelques fondateurs, qui estiment que les Verts ne sont, d'après leurs statuts, « ni de gauche, ni de droite ». En fait, ce n'est pas ce que disent les statuts. L'article 3 précise que « *la fédération (des Verts suisses) ne se rattache à aucune tendance politique existante, à aucun mouvement religieux, à aucun intérêt économique, à aucune considération raciale ou de classe sociale. Dans cette perspective, elle entend dépasser le cadre traditionnel de l'opposition gauche-droite.* »

Personne n'échappe au schéma gauche-droite

Il est clair qu'en politique, on ne peut se soustraire à une classification selon le schéma gauche-droite. Ces catégories sont utilisées dans le classement des politiques pour mettre en évidence la distance entre différentes positions. En Suisse, l'outil d'aide au vote en ligne «smartvote» construit les profils des politiciennes et politiciens selon les deux axes, gauche-droite et libéral- conservateur. Vous savez, ce sont ces graphiques qui m'ont situé trois millimètres à gauche de Maria Roth Bernasconi et un demi-millimètre à droite de Pierre Vanek. Pour la plupart des politiciennes et politiciens, le graphique sur la base des promesses électorales penche généralement plus à gauche que celle établie sur la base des votes réels dans le parlement. Les axes de « smartvote » sont définis comme suit:

- positions de base de gauche: social, critique envers l'autorité
- thématiquement de gauche: assistance sociale, critique envers l'autorité, pacifisme
- positions de base de droite: compétitif, favorable à l'autorité

Journée de débat solidaritéS 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

- thématiquement de droite: responsabilité économique individuelle, ordre et loi, défense militaire
- positions de base libérales: ouvert, confiant
- thématiquement libéral: ouverture, intégration, réforme
- positions de base conservatrices: fermé, sceptique
- thématiquement conservateur: souveraineté nationale, démarcation des étrangers, conservation.

Ces classifications, qui s'imposent de plus en plus dans les médias, sont sujettes à discussion, et il y a naturellement d'autres définitions de ce qu'est la gauche. Pour Peter Glotz, qui fut professeur à la Haute Ecole de Saint-Gall, la gauche est la force qui cherche à poser des limites à la logique du marché. Il y inclut, entre autres, la défense de l'Etat social et de certaines institutions démocratiques, l'égalité effective entre femmes et hommes, la protection des ressources et de la nature, la lutte contre le nationalisme. Pour le professeur de philosophie espagnole Elias Diaz, l'identité de gauche suppose notamment d'être prêt à défendre une politique de redistribution, de se préoccuper d'une véritable mise en œuvre des droits humains, en particulier pour les minorités, les personnes âgées, les enfants, etc., un poids plus important accordé à la collaboration par rapport à la confrontation et à la concurrence (cité par Bobbio, cf. plus bas).

Ni supérieurs, ni inférieurs

Les réflexions du philosophe politique italien Norberto Bobbio sont à mon avis particulièrement pertinentes pour opérer une distinction entre droite et gauche^[1]. Pour Bobbio, qui se qualifie lui-même de socialiste libéral, la ligne de partage entre droite et gauche se fait par rapport à l'idéal d'égalité. Bobbio est conscient que la notion d'égalité peut être mal comprise. Mais, ses explications montrent clairement que, chez lui, il ne s'agit pas d'égalitarisme. Il considère que l'idéal d'égalité vise à dépasser les inégalités crasses entre êtres humains et peuples, entre riches et pauvres, entre ceux qui ont le pouvoir et ceux qui ne l'ont pas. Pour lui, il s'agit de «réduire l'inégalité entre les nantis et les démunis, ou à permettre à un nombre toujours plus grand d'individus d'être moins inégaux par rapport à ceux qui sont favorisés par la naissance ou la condition sociale.» Parmi les acquis qui répondent à l'idéal d'égalité, Bobbio compte le droit de vote des femmes et les droits sociaux tels qu'ils sont formulés dans la Déclaration des droits humains (par ex. le droit à l'éducation, au travail, à la santé).

En bon optimiste, Bobbio est persuadé que la poussée vers une égalité toujours plus grande entre les humains est irrésistible: «tout ce qui permet de dépasser une des discriminations sur la base desquelles les hommes ont été divisés en supérieurs et inférieurs, dominateurs et dominés, riches et pauvres, maîtres et esclaves, représente une étape... du processus de civilisation».

L'égalité dans un monde fini

On retrouve cet idéal d'égalité dans des écrits traitant d'écologie politique. A propos de l'éthique de l'engagement écologique, le député Vert français Alain Lipietz évoque un sentiment de solidarité avec tous les vivants, et donc tous les humains^[2]. Selon Lipietz, c'est un seul et même respect, envers les humains comme envers les animaux et la nature, qui fonde l'écologie politique.

Journée de débat solidaritéS 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

L'idéal d'égalité est également à la base des discussions sur la répartition équitable des ressources^[3] ou sur l'empreinte écologique. On y part du principe que chaque être humain, chaque peuple a le même droit de vivre dignement. Ceci suppose une répartition équitable des ressources à l'échelle de la planète, et que les pays industrialisés réduisent drastiquement leur consommation de ressources naturelles, si on ne veut pas provoquer une catastrophe écologique.

Quelle spécificité des Verts dans la gauche ?

Cette préoccupation pour le futur de la planète est à l'origine et reste la caractéristique des Verts. Les Verts sont nés de la contestation de la société de consommation, de la critique de la croissance avant tout – et en particulier dans les années 70 de la croissance de la production énergétique nucléaire - et du constat de l'interaction forte entre l'humain et son environnement, de la nécessité de l'autogestion et du respect de la diversité, de la problématique des inégalités avec le "tiers-monde", de la méfiance envers les institutions. Les origines lointaines des Verts sont à chercher dans les mouvements anarchistes et coopératifs du XIXème siècle. En ce sens, nous sommes d'une certaine manière « les petits cousins » de certains mouvements ici présents. Le souci du respect de la diversité et la méfiance envers les institutions ont conduit à ce que les Verts ont mis du temps avant d'accepter de se constituer en partie, ce qui peu à peu les a conduits à exercer des responsabilités politiques.

L'empreinte écologique: au cœur de nos préoccupations

On trouve chez les Verts différents courants: certains plus sociaux que d'autres. Le souci de préserver la planète conduit parfois à une certaine méfiance envers l'humain. Personnellement, je crois en l'humain, mais je suis également convaincu qu'il est indispensable de limiter l'empreinte écologique de ce dernier. En ce sens, je ne crois pas en la croissance comme facteur de bien-être. Je ne suis pas non plus adepte de la décroissance, mais j'estime qu'il nous faut une croissance raisonnée et raisonnable, une croissance qualitative.

Par exemple, comme Vert, il me tient à cœur de souligner que:

- C'est en 1894 que pour la première fois, le lien entre lien entre température du globe et taux de gaz carbonique dans l'atmosphère est formulé. Mais ce n'est qu'en 1972 que paraît, sous l'égide du Club de Rome – association internationale réunissant des scientifiques, des humanistes, des économistes, des fonctionnaires nationaux et internationaux ainsi que des industriels de 53 pays – , le rapport Meadows intitulé *Halte à la croissance*. Il sera suivi, deux ans plus tard, d'un nouveau rapport *Sortir de l'ère du gaspillage: demain*. Ces deux rapports mettent en garde contre les conséquences du développement économique de l'époque et leurs implications sur la destruction de l'environnement. C'est au sein du Club de Rome que naissent les notions de "développement durable" et "d'empreinte écologique".
- On constate que les concentrations de CO2 dans l'air, mesurées grâce à des carottages de glace en Antarctique sont restées constantes jusqu'au début de l'ère industrielle (1850 environ) pour augmenter considérablement ensuite. Elles étaient de 280 ppm (parties par milliard) en 1850. Elles sont de 380 ppm en 2005.

Journée de débat solidaritéS 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

L'augmentation des 150 dernières années est comparable à celle des 20'000 années qui nous précèdent.

- Les émissions suisses représentent 0,2 % des émissions planétaires. Le mode de vie helvétique occasionne par habitant et par an plus de 10 tonnes d'émission de CO₂, ce qui place la Suisse au 5^{ème} rang des pays de l'OCDE, émetteurs de gaz par habitant.

Comme Vert, je ne crois donc pas que la résorption des inégalités, de l'accroissement des écarts entre riches et pauvres, du chômage passe par une augmentation de la croissance mesurée à l'aune du PIB.

Car le PIB ne tient pas en compte le fait que la production de marchandises peut être en même temps destructrice, notamment de ressources non renouvelables. Il ne dit rien sur l'impact de la production sur les stocks de matières premières, par exemple de l'impact de la pollution sur les nappes phréatiques. Au contraire, cette pollution augmente le PIB puisqu'elle relance la vente d'eau en bouteille en rendant l'eau du robinet imbuvable. Le PIB ne prend pas en compte des activités productrices de bien-être comme le travail domestique et le travail bénévole. L'apport des services non marchands (services publics) y est mal évalué. "*Epousez votre femme de ménage, et vous ferez baisser le PIB...*" a dit Alfred Sauvy.

Il est donc important de mesurer le bien-être de la population grâce à d'autres indicateurs, notamment "l'empreinte écologique". L'empreinte écologique d'une population représente la surface de la planète, exprimée en hectares, dont cette population dépend compte tenu de ce qu'elle consomme. Selon l'Office fédéral de la statistique, l'empreinte de la Suisse est près de trois fois plus grande que sa biocapacité. Elle atteint actuellement 4,7 hectares globaux (gha) par personne, alors que la biocapacité de notre pays s'élève seulement à 1,6 gha par personne. Cette variable devrait être mesurée chaque année parallèlement au PIB.

Vous me direz que je fais partie des partisans d'une "croissance zéro" ? Non, je crois qu'il y a des domaines où il faut impérativement de la décroissance, par exemple, au niveau des transports privés ou dans l'utilisation des pesticides et engrais agricoles. Il faut en revanche de la croissance dans d'autres domaines, comme les technologies environnementales, mais une croissance que je qualifierais de "réfléchie" et de qualité.

Je crois qu'on peut avoir une vie meilleure qualitativement sans forcément avoir plus sur le plan quantitatif. Il est parfois préférable d'avoir un peu plus de temps et un peu moins d'argent. C'est le choix fait par de plus en plus de personnes ici en Occident qui optent pour bénéficier de plages libres pour leurs proches, leurs engagements associatifs et politiques, leurs activités culturelles et sportives.

Par ailleurs, j'ai relu dernièrement l'ouvrage d'Yves Cochet, ancien ministre de l'environnement en France et la pertinence de sa réflexion vis-à-vis de l'augmentation du coût du pétrole et de ses conséquences m'a frappé. Cochet souligne ainsi que: « *Chaque jour qui passe nous rapproche d'un choc imminent que nous ignorons : « la fin de l'ère du pétrole bon marché». Elle aura duré cent cinquante ans, elle s'achève. Il est sans doute difficile de croire qu'un problème apparemment si étroit puisse à lui seul bouleverser*

Journée de débat solidaritéS 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

gravement nos modes de vie, dans tous les domaines, sur tous les continents. Pourtant, l'analyse complète des paramètres en jeu conduit à penser que la hausse du cours des hydrocarbures ne sera pas un simple choc pétrolier, ce sera la fin du monde tel que nous le connaissons. »

Sans plan d'action concret – et Cochet, comme les Verts suisses, a des idées à ce propos -, nous risquons de subir « *d'abord une hausse du prix des produits pétroliers, puis du gaz et de l'énergie, enfin de toutes les denrées et de tous les services, innombrables, qui en dépendent et meuvent nos sociétés. Si aucun programme d'urgence tel que celui esquissé dans le dernier chapitre n'est mis en œuvre, nous entrerons dans une période d'inflation et de récession, de chaos social et de conflits internationaux. »*

Yves Cochet propose pour repousser un peu l'arrivée de ce choc et limiter les effets : « *une sobriété nouvelle, seul issue à cette épreuve sans précédent au niveau mondial* ». Il prône par la suite l'organisation de la décroissance de la consommation et des échanges de matières et d'énergie, d'orienter l'économie vers une perspective d'autosuffisance décentralisée, tout en sauvegardant la solidarité, la démocratie et la paix.

C'est pour toutes ces raisons que les Verts ont axé leur programme autour des cinq critères que sont le long terme, la qualité, la solidarité, la décentralisation et la diversité qui nous semblent la base pour que tous les êtres humains puissent vivre dans un environnement intact et dans des conditions décentes.

Et maintenant ? Quel travail en commun ?

Au niveau national, les gains électoraux des Verts, principalement au détriment des socialistes risquent de contribuer à renforcer ces prochains temps la compétition et la concurrence entre Verts et socialistes. Comme on a pu le voir dans la dernière phase de la campagne des dernières élections fédérales. Certains disent que nos formations, ici présentes, malgré leurs différences et divergences sont condamnées à travailler ensemble. J'aimerais plutôt inviter de saisir cette chance et démontrer que par le travail en commun, par le débat, par l'analyse parfois divergente, parfois convergente nous pouvons avancer ensemble dans un certain nombre de domaines. Quand il s'agit de l'environnement, des droits sociaux, des droits fondamentaux, des droits des migrantes et migrants en particulier, où des militantes et militants de toutes nos formations se trouvent ensemble sur le terrain, le prolongement de cette action au niveau parlementaire se fait coup par coup, mais devrait plus souvent également être concerté. Plus souvent là où nous sommes présents ensemble sur le terrain, dans les parlements et dans les exécutifs nous travaillons ensemble. Malgré nos divergences nous avons suffisamment de valeurs communes. En effet, bien que nos paradigmes soient différents, il est indéniable que nous défendons des valeurs communes liées au type de rapport que doivent mener les êtres humains entre eux-mêmes et leur environnement. Et c'est donc bien sur ces valeurs communes que les Verts privilégieront un partenariat avec les forces de gauche, dans le respect des identités propres à chaque mouvement.

La volonté de ne pas uniquement « rouler » pour son organisation, son parti, quand il s'agit du travail parlementaire et extra-parlementaire, est peut-être le point le plus important et le plus difficile que nous toutes et tous devons mieux apprendre, affirmer et pratiquer.

Journée de débat solidaritéS 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

L'expérience positive des débuts de l'Alternative 91 à Genève, la pratique de réunions de travail en commun des partis composant cette Alternative à l'époque, allant jusqu'à des réunions plénières régulières de l'ensemble des Conseillers municipaux et membres de l'Exécutif n'a jamais été suffisamment analysée et mise en valeur.

Une autre chose que nous devons certainement aussi apprendre, c'est de se parler autrement. Le ton est aussi important quand on prêche vouloir une autre société basée sur des relations plus correctes. Et là, la culture de dialogue laisse certainement à désirer, c'est le moins que l'on puisse dire.

Mais au début de tout , il y a toujours la volonté de changer des choses. Que cette journée consacrée à l'avenir de la gauche, soit peut-être le début de changements dans nos pratiques entre nous, au niveau suisse, en commençant par Genève.